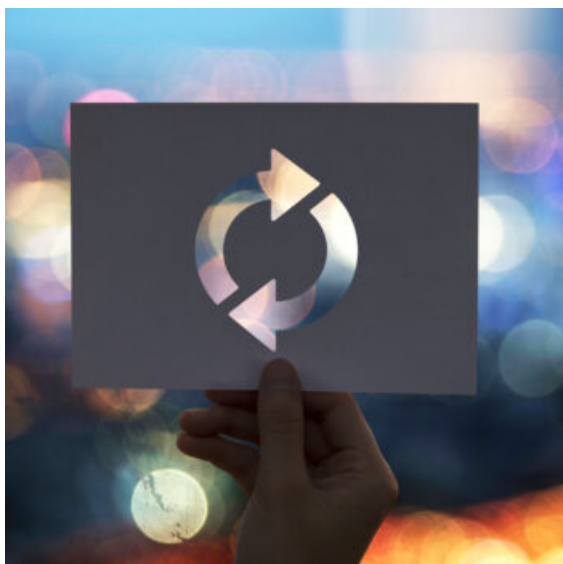


## Apprentissage et formation continue en danger : l'État coupe les financements aux régions, qui paiera l'addition ?

ACB (AGENTS CONTRACTUELS BUDGET)



Fin juillet 2026, le ministère du Travail a notifié aux régions trois décisions : - non-reconduction du soutien au fonctionnement des CFA - non-reconduction du soutien à l'investissement - fin des « PRIC » (Pactes Régionaux d'Investissement dans les Compétences) Mises bout à bout, ces non-reconductions ne relèvent plus de l'économie budgétaire mais de l'extinction.

### Fin juillet 2026, le ministère du Travail a notifié aux régions trois décisions :

- non-reconduction du soutien au **fonctionnement** des CFA,
- non-reconduction du soutien à l'**investissement**,
- **fin des « PRIC » (Pactes Régionaux d'Investissement dans les Compétences)**

Mises bout à bout, ces non-reconductions ne relèvent plus de l'économie budgétaire mais de l'extinction.

### Pour l'apprentissage, crédits aux régions :

# Pour la formation des demandeurs d'emploi :

- 673 M€ en 2025 ? 527 M€ en 2026 ? **0 €** en 2027.
  - **941 millions d'euros en 2025.**
  - **Zéro € en 2027.**

## La trajectoire était déjà écrite :

- ? **88 %** sur l'apprentissage
- ? **22 %** sur la formation des demandeurs d'emploi

Un coup de rabot laisse quelque chose. Ici, il ne reste rien ! « Régions de France » parle d'un **désengagement absolu** ; son courrier au Premier ministre est resté sans réponse durant l'été.

## Une loi d'orientation agricole sans budget d'orientation

En mars 2025, le Parlement faisait de l'agriculture un **intérêt général majeur** et un **intérêt fondamental de la Nation**. La LOSARGA crée une **sixième mission** pour l'enseignement agricole afin de contribuer au renouvellement des générations et fixe des objectifs chiffrés :

- **+ 30 % d'apprenants** par rapport à 2022
- **+ 30 % d'ingénieurs agronomes,**
- **+ 75 % de vétérinaires.**

De plus, elle inscrit, noir sur blanc, l'objectif de **sécuriser, voire d'accroître, les moyens financiers et d'investissement des établissements**, et prévoit que les contrats de plan régionaux définissent « les engagements de l'État en termes de moyens ».

## Dix-sept mois plus tard, ces engagements valent zéro euro.

- **Ce que l'État abandonne, ce sont des territoires ruraux déjà en souffrance**

Les CFA et CFPPA de nos EPLEFPA forment là où il n'y a plus de train, plus de guichet, plus de trésorerie. Ils sont, avec le réseau France services agriculture, les points d'ancrage de l'installation et de la transmission.

**On ne décrète pas la souveraineté alimentaire : on la forme, on la finance ou on la perd.**

**Le SEA-UNSA refuse que la formation soit une variable d'ajustement du prochain budget !**

Comme de nombreux acteurs, dans toutes les régions de France, le SEA-UNSA ne comprend pas et refuse cette situation. Nous demandons à l'État de revoir sa copie.

Avec notre fédération l'UNSA Éducation, nous demandons une audience au ministère du Travail et à Matignon.

Notre objectif : peser, à notre niveau, pour mettre en évidence l'incohérence de ce choix budgétaire :

- incohérent avec les territoires et la ruralité ;
- incohérent avec la loi d'orientation agricole votée par le Parlement en 2025 ;
- incohérent avec l'avenir que nous devons à nos jeunes.